

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre « Reds and Wobblies: working-class radicalism and the state in New Zealand 1915-1925 ».

Cette traduction a été réalisée en janvier 2014 par un membre du CATS. Le texte a été féminisé et annoté par nos soins. D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

Rouges et wobblies : radicalisme ouvrier et État en Nouvelle Zélande 1915-1925

Conférence sur l'histoire radicale en Nouvelle Zélande, présentée à la Bibliothèque Nationale de Nouvelle Zélande, le 22 octobre 2013 par Jared Davidson.

En juillet de cette année, le commentateur politique Bryce Edwards entama un article du *NZ Herald* avec la citation suivante : « De nombreux scandales et sagas d'espionnage montre que la Nouvelle Zélande souffre d'un déficit démocratique ». Il parlait évidemment des affaires de surveillance Kim Dotcom¹, GCSB² et de la Force de Défense³.

Ce qu'Edward écrivait sur la démocratie dans des termes financiers est à la fois ironique et juste considérant le fait que les protagonistes de ma conférence de ce soir croyaient que le parlement était dirigé par les intérêts économiques ! Ainsi en restant avec ce langage, si la démocratie doit être jugée à son usage de la surveillance, de nombreux rapports dans les archives suggèrent que la démocratie en Nouvelle Zélande a souvent été dans le rouge. En fait, « voir des rouges » a été un facteur constant tout au long de l'histoire de la Nouvelle Zélande, spécialement dans les périodes d'agitation sociale et industrielle (le terme « industrielle » est à prendre ici au sens anglo-saxon d'agitation ouvrière et syndicale – note du CATS). Les radicaux/ales de la classe ouvrière qui faisaient la promotion d'une alternative au capitalisme étaient particulièrement ciblés par ceux au pouvoir.

On peut dire que celles et ceux qui furent le plus ciblés au début du 20^{ème} siècle furent membres des Industrial Workers of the World (Travailleurs Industriels du Monde, connus sous le nom de wobblies).

Durant et immédiatement après la Première Guerre Mondiale, les actions des wobblies furent lourdement scrutées par les gouvernements de l'époque, aboutissant à des accusations de sédition, des peines de prison ou à la déportation en dehors du pays.

Ma conférence de ce soir espère donner un regard sur une partie de ce radicalisme de la classe ouvrière et sur la réaction de l'État à celui-ci. Beaucoup de cette activité fut centré sur la distribution de littérature radicale – de la « dynamite mentale » sous forme de brochures à un penny, de journaux et autres supports éphémères. Les ports et les boîtes postales devinrent le champ de bataille d'une intense lutte culturelle – une lutte qui questionnait la guerre, la nature du travail et l'autorité elle-même. Cette bataille pour les esprits eut des résultats matériels. Une intense surveillance d'État et un train de lois ne détermina pas seulement qui pouvait lire quoi mais qui serait considéré comme unE résidentE légitime du soi disant « paradis des travailleurs » qu'était la Nouvelle Zélande.

Wobblies 101⁴

¹ Le fondateur du site de téléchargement gratuit « Megaupload » qui fut arrêté en Nouvelle Zélande.

² Bureau de Sécurité des Communications du Gouvernement, agence créée en 2013 pour assurer la sécurité des communications gouvernementales et l'espionnage électronique

³ C'est le nom porté par l'armée néo-zélandaise.

⁴ 101 semble ici désigner, dans le vocabulaire et la nomenclature parfois étrange des IWW, le travail d'organisation à la base.

Les Industrial Workers of the World furent fondés aux Etats-Unis en 1905 par un conglomérat de socialistes, de marxistes et d'anarchistes. Ses fondateurs/rices étaient déçus par l'organisation sur la base du métier de l'American Federation of Labour⁵ et ses critères d'appartenance exclusifs. Au lieu de cela, les IWW cherchaient à organiser tous/tes les travailleurs/euses, spécialement les soi-disant « non qualifiés » négligés par l'AFL. En plus d'être ouverts à tous les genres et races, les IWW promouvaient « One Big Union » (Un Grand Syndicat), un syndicat de combat qui – à travers la solidarité des travailleurs/euses organisés sur des bases de classe et non de métier et l'usage tactique de l'arme de la grève – abolirait le système salarial.

Son préambule largement cité (1908) déclarait :

« La classe ouvrière et la classe des employeurs n'ont rien en commun. Il ne peut y avoir de paix aussi longtemps que la faim et le manque se trouvent parmi des millions de gens travailleurs et que la minorité, qui représentent la classe des employeurs, a toutes les bonnes choses de la vie.

Entre ces deux classes une lutte doit se poursuivre jusqu'à ce que les travailleurs du monde s'organisent en tant que classe, prennent possession des moyens de production et abolissent le système salarial ».

Bien que les IWW aient initialement promu à la fois l'action industrielle et politique, ils scissionnèrent en 1908 sur le rejet de la politique parlementaire. Pour les IWW de Chicago, l'arène politique était contrôlée par le capital et par conséquent le lieu pour changer la société était le lieu de travail. Comme un wobbly de Nouvelle Zélande argumentait : « Le parlement est un miroir reflétant les conditions à l'extérieur. Quand votre visage est sale, lavez-vous le miroir ? ».

Les IWW défendaient la construction d'un nouveau monde dans la coquille de l'ancien, ce qui signifiait que la manière dont étaient menés le syndicat et ses luttes était aussi importante que le résultat. En conséquence, la démocratie directe et le frein mis à la concentration du pouvoir entre quelques mains étaient le cœur de l'organisation. « Les IWW considéraient la confiance dans la direction comme favorisant la dépendance au sein de la classe ouvrière » note Stuart Moriarty-Patten, dont le livre à venir sur les IWW en Nouvelle Zélande est en train d'être publié par Rebel Press. Les wooblies de Nouvelle Zélande décriaient le mouvement ouvrier local comme « affligé et entravé par les leaders ». Au lieu de cela, « les travailleurs actifs, intelligents [devraient] se décider à élaborer leur propre pensée... à combattre en toutes occasions pour le contrôle complet par la base et contre le fait de suivre les leaders comme des moutons ».

En conséquence, les IWW étaient bien plus qu'un simple mouvement syndical. Tout en combattant pour de meilleures conditions et des horaires plus courts, les IWW favorisaient l'éducation, l'internationalisme et une contre-culture radicale de la classe ouvrière à travers l'usage influent de la chanson et du graphisme. Bien que pas sans défauts, l'attrait exercé par les IWW étendit leur mouvement social et culturel à une échelle internationale.

Les IWW en Nouvelle Zélande

La première branche locale des IWW en Nouvelle Zélande fut formée à Wellington en décembre 1907 et d'autres branches créées à Christchurch et Auckland – les deux reçurent leur charte officielle depuis le quartier général des IWW à Chicago. Des groupes informels apparurent dans des villes industrielles comme Huntly, Waihi et Denniston, et les normes culturelles et les tactiques défendues par les wooblies – comme la grève générale, le sabotage, le ralentissement des cadences⁶ – épicaient bientôt le discours local. Le cri de ralliement « Un salaire journalier équitable » fut remplacé par « Abolition du système salarié »,

⁵ Fédération Américaine du Travail, syndicat conservateur basé sur le métier et organisant alors exclusivement les hommes blancs qualifiés.

⁶ Go slow, cette expression peut aussi signifier « grève du zèle » mais cette traduction nous semble restrictive d'où le choix de « ralentissement des cadences » qui peut passer par bien d'autres formes d'actions que la grève du zèle.

« Compagnon travailleur »⁷ remplaça « camarade » et pour une période la Fédération du Travail de Nouvelle Zélande⁸ adopta le préambule révolutionnaire des IWW.

Les brochures et journaux des IWW avaient une large circulation en Nouvelle Zélande. D'après le secrétaire de la branche de Waihi du Parti Socialiste, des pamphlets antimilitaristes des IWW « trouvèrent une vente rapide » en 1911. *Chunks of IWWism* (littéralement « Morceaux d'IWWisme » - note du CATS) et *Industrial Unionism*⁹, deux brochures produites localement furent vendues respectivement à 3 000 et 1 000 exemplaires, tandis que l'*Industrial Unionist*, le journal des IWW de Nouvelle Zélande atteignait une circulation de 4 000 exemplaires. Ces chiffres n'indiquent cependant pas leur véritable lectorat car les travailleurs/euses partageaient leurs exemplaires ou lisaient les articles à voix haute en groupes.

Comme Mark Derby l'a souligné, la distribution de propagande imprimée pas chère fut vitale pour la diffusion des idées et tactiques des IWW. « Les wobblies de Nouvelle Zélande comptaient sur l'impact de la littérature IWW telle que le Petit Cahier Rouge de Chansons », se déplaçant de villes en villes « en semant les graines de la rébellion ». Cette agitation constante porta ses fruits et les IWW prirent une part visible dans les grèves qui formèrent la vague de militantisme ouvrier avant la Première Guerre Mondiale.

Activité de temps de guerre

Toutefois, avec le déclenchement de la guerre en août 1914, les IWW étaient fragmentés et affaiblis par la défaite de la Grande Grève de 1913¹⁰. Beaucoup de leurs principaux/ales membres avaient fui la Nouvelle Zélande pour échapper aux poursuites judiciaires, mais il y avait encore des branches locales des IWW à Auckland, Wellington, Denniston et Christchurch. Les wobblies continuaient à faire des discours à travers le pays sur des caisses aux coins des rues et ils/elles étaient actifs/ves dans des lieux de travail, spécialement sur les docks.

Mais les temps étaient durs pour celles et ceux ouvertement opposés au militarisme et au capitalisme. Les IWW se trouvèrent face à un gouvernement de temps de guerre dérangé par l'envie de prouver sa loyauté à l'Empire Britannique. La Coalition Nationale de William Massey et Joseph Ward prit des mesures pour agir avec fermeté contre toute activité non-conformiste jugées séditeuses, utilisant le prétexte des conditions de guerre pour museler la contestation – que ce soit l'opposition à la conscription (sous la forme de la Loi sur le Service Militaire de 1916) ou le fait de dénoncer les conditions économiques dans le pays. De nombreuses Ordonnances de Guerre donnèrent à l'exécutif du gouvernement de la Coalition le pouvoir de légiférer sans passer par le parlement.

Richard Hill note que ces Ordonnances, initialement utilisées en vue d'objectifs militaires, « croissaient graduellement en sévérité et s'étendaient dans des domaines plus politiques que militaires ». Par exemple, les Ordonnances de Guerre furent bientôt déchaînées contre les orateurs/rices socialistes et les grèves dans les industries considérées essentielles pour l'effort de guerre. De manière plutôt révélatrice, celles et ceux jugés coupables de publier des informations de valeur pour l'ennemi avaient des amendes d'un maximum de 10£ tandis que quiconque critiquait les actions du gouvernement de Nouvelle Zélande avait une amende de 100£ ou 12 mois d'emprisonnement accompagné de travail forcé.

Sans surprise, les wobblies furent ciblés du fait de leur défense de l'action directe dans les lieux de travail, de leur promotion d'une contre-culture oppositionnelle dans la classe ouvrière et de leur critique radicale du militarisme. Le procureur de la Couronne en Nouvelle Zélande « mettait de manière répétée

⁷ Fellow Worker, les wobblies s'interpellaient souvent ainsi entre eux.

⁸ Fondée en 1909, elle scissionna entre radicaux et réformistes en 1912.

⁹ « Syndicalisme Industriel », au sens de non basé sur le métier.

¹⁰ Ce terme désigne une vague de grèves violentes qui se répandit dans le pays à la fin de l'année 1913, à partir de deux conflits simultanés, mais non reliés, celui des mineurs de Huntly et celui des travailleurs portuaires de Wellington. La plupart de ces grèves, brisées par la police et des milices de propriétaires terriens servant de policiers auxiliaires, se terminèrent par des défaites ouvrières.

l'accent sur la distinction entre les objecteurs sincères... et les « parasites », « anarchistes » et autres types d'IWW ». Par conséquent, un certain nombre de wobblies furent arrêtéEs et eurent les peines d'emprisonnement maximales durant la guerre.

Les wobblies avaient été les boucs émissaires de tous types d'attentions particulières avant 1914, mais en temps de guerre la presse trouva de nouvelles manières de discréditer les IWW. Des premières pages hystériques furent rapides à donner aux wobblies le surnom de « mercenaires des Huns »¹¹ ou d' « enfants du diable d'origine allemande » et tout radicalisme syndical était goudronné avec la même brosse que les IWW.

Dans un article bizarre, « Le Critique » répondait à une liste de commissaire priseur de « célèbres femelles IWW » dans le *Manawatu Evening Standard* en déclarant : « Des femelles IWW ? Si celles-ci appartiennent à l'ordre des « I Wont Work » (détournement du sigle des IWW signifiant « Je ne travaillerai pas » - note du CATS), elles l'auront probablement là où le Square Deal aimerait la donner à leurs prototypes humains – autour du cou ! »¹².

Quand le vaisseau de transport « Port Kembla » heurta une mine allemande au large de la côte de Farewell Spit en 1917, un plunitif dans l'*Ashburton Guardian* l'attribua à un sabotage pro-allemand en déclarant : « Ce dominion n'est en aucun cas débarrassé des éléments nocifs des IWW... ce type d'être humains devrait être liquidé à la première preuve d'anormalité ».

Censure de la propagande IWW

Ironiquement, l'alarmisme de la presse fit de la publicité aux méthodes des IWW, comme le ralentissement des cadences, à une échelle que les wobblies n'auraient jamais pu atteindre par eux/elles-mêmes. Le ralentissement des cadences utilisé par les travailleurs portuaires, les mineurs, les chauffeurs et les tramotins était une préoccupation majeure pour les employeurs et le gouvernement et était abhorré car il constituait une menace significative pour l'ordre économique établi. « C'est le plus sérieux problème auquel nous devons faire face dans les temps présents » écrivait le Ministre de la Défense James Allen à Massey en Janvier 1917. « [Alexander] Herdman a reçu des preuves de la police à propos du ralentissement des cadences... pour autant que la Défense est concernée, s'il est prouvé qu'un quelconque homme pratique le ralentissement des cadences [devant un Conseil du Service militaire] nous devons annuler son exemption... Nous ne pouvons pas permettre à cette pratique fatale de s'emparer de la Nouvelle Zélande ou bien la nation est condamnée ». Ces tactiques ne menaçaient pas seulement les profits de guerre ou le commerce lucratif du gouvernement avec la Grande-Bretagne, le ralentissement des cadences questionnait la centralité éthique du travail dans le système salarial lui-même. De ce fait, l'Ordonnance de Guerre du 16 février 1917 incluait le ralentissement des cadences dans la catégorie des grèves séditieuses.

Les autorités furent également consternées par le volume des publications IWW encore en circulation dans le pays. Portant des slogans comme « Les travailleurs rapides meurent jeunes » ou « Ralentez les cadences ! Ne gêchez pas votre vie », les papillons des IWW se voyaient sur les murs et les lampadaires dans toute la Nouvelle Zélande. Dans une pique insolente contre la conscription, un papillon fut collé au milieu d'une affiche du Recensement National. Aussi tardivement qu'en 1927, les douanes de Wellington trouvèrent 125 de ces papillons dans les bagages d'un marin nommé Evans à bord du bateau à vapeur « Maheno ».

¹¹ Le terme « Huns » désigne ici les allemandEs.

¹² Cette phrase (« IWW hens? If these belong to the order of « I Wont Work » they will probably get it where the Square Deal would like to give it to their human prototypes—in the neck! ») a été difficile à traduire. Elle est peu claire. L'expression Square Deal renvoie vraisemblablement au programme de politique intérieure du président américain Théodore Roosevelt lors de son premier mandat (1901-1905). Ce Square Deal renforçait les lois anti-trust aux USA et luttait contre la fraude capitaliste, en particulier concernant la qualité de l'alimentation, tout en réprimant plus durement les expressions radicales du mouvement ouvrier. D'où la déduction que ce qui est censé être passé autour du coup des membres des IWW, c'est une corde...

Un autre « agitateur silencieux » à causer un tollé fut une affiche satirique réalisée par le wobbly, anciennement de Nouvelle Zélande, Tom Barker¹³ : « Aux Armes » appelant les « Capitalistes, pasteurs, politiciens, propriétaires, éditeurs de journaux et autres patriotes pantouflards » à remplacer les travailleurs dans les tranchées. Quatre exemplaires furent « introduite en contrebande à travers la mer de Tasmanie... et collées à l'extérieur de la cour suprême à Wellington », entraînant la suspension de la cour par le juge jusqu'à ce que les affiches soient enlevées.

Des pamphlets anti-guerre faisaient aussi le tour du pays. « *War and the Workers* » (La guerre et les travailleurs) était une brochure, tenant dans la poche, imprimée par les IWW d'Auckland, qui implorait les travailleurs de ne pas devenir des « tueurs à gages ». Vendus depuis le bureau de la rue Swanson, la brochure insistait : « Ceux qui possèdent le pays [devraient] combattre ! Laissez les travailleurs rester chez eux et profiter de ce qu'ils produisent ». Après avoir été distribuée au Drill Hall de la rue Buckle à Wellington, la brochure fut transmise à l'Avocat Général John Salmond. Salmond pressa le gouvernement d'étendre les Ordonnances de Guerre afin que des pouvoirs immédiats soient disponibles pour punir les responsables de telles « publications malveillantes ».

Le député John Hornsby fit état de sa préoccupation à propos des publications IWW devant le parlement, décriant la « circulation dans ce pays de pamphlets d'une nature particulièrement odieuse et déplorable, émanant d'une organisation connue sous le nom d'Independent World's Workers [sic] — communément appelée IWW ». Hornsby demandait que des mesures immédiates soient prises « pour prévenir la circulation postale des publications nuisibles liées à la propagande de cette société - une société qui prêche ouvertement le sabotage, ce qui signifie en bon anglais, l'assassinat et la destruction de la propriété ? ». Il en résulta un décret (Order in Council) le 20 septembre 1915 interdisant « l'importation en Nouvelle Zélande des journaux appelés *Direct Action* et *Solidarity*¹⁴ et de tout autre matériel imprimé publié par ou pour le compte de la société connu comme les « Industrial Workers of the World ».

Direct Action était un journal animé publié par les IWW australienNEs qui trouva son chemin jusqu'à la Nouvelle Zélande via des marins traversant la mer de Tasmanie ou via la poste. Deux mois après la mise en place du décret, le Département des Postes et du Télégraphe¹⁵ rapporta la saisie de « 14 exemplaires isolés de *Direct Action* », « de 2 liasses de *Direct Action* » et également de « 6 liasses de *Solidarity* ». Un certain nombre de ces exemplaires furent alors utilisés par la police pour rechercher les souscripteurs/rices listés dans ces colonnes. En décembre 1915, des détectives à Auckland, Napier et Wellington recherchaient un souscripteur listé sous le nom d'Erickson. Au début, ils pensaient qu'il s'agissait d'un socialiste de Wellington nommé Frederickson, mais bientôt ils conclurent qu'il était en fait Carl Erickson, un manœuvre temporaire et ami de l'anarchiste de Wellington, Philip Josephs (qui était aussi un souscripteur de *Direct Action*). Le rapport de police notait que les deux hommes avaient donné pour le Fonds de Défense de Tom Barker, créé après que Tom Barker ait été déclaré coupable d'avoir publié un dessin anti-guerre dans *Direct Action*.

L'armée utilisa également une édition de *Direct Action* de 1915 pour enquêter sur le Groupe Action Directe de l'Université des Travailleurs (Workers' University Direct Action Group) qui avait été créé par les wobblies d'Auckland. D'après *Direct Action*, les conférences traitaient « d'économie, de biologie, de physiologie, des sophismes sociaux-démocrates, de la propriété d'État c'est à dire des montages du capitalisme d'État, du bluff de la Loi et de l'Autorité, des doctrines anarchistes d'« abstention totale » et du « sabotage scientifique, l'arme la plus puissante de la minorité militante intelligente ». Ils/elles avaient également de la littérature IWW sous la main pour les « étudiants travailleurs ». Après que leur propriétaire de Queen Street ait forcé l'Université des Travailleurs à se dissoudre, ses membres furent contentEs d'échapper à l'emprisonnement (s'ils/elles y arrivèrent complètement).

¹³ Né en Grande-Bretagne, il arriva en Nouvelle Zélande en 1909 où il devint un des membres les plus actifs des IWW, emprisonné pour sa participation à la grève générale de 1913, il fut libéré en 1914 et partit ensuite en Australie où il continua à être actif au sein des IWW.

¹⁴ Le premier était le journal des IWW australienNEs, le second celui des IWW américainEs.

¹⁵ Le terme « département » utilisé dans ce texte désigne en fait un ministère.

Un radical qui n'était pas tiré d'affaire, c'était Charles Johnson l'éminent gréviste de 1913. Quand Johnson fut arrêté en 1917 et qu'on découvrit « une énorme quantité de littérature IWW » en sa possession, incluant 3 exemplaires de *Direct Action*, le Détective en chef déclara « avec la plus grande assurance » que « cet homme est un danger pour la communauté ». Johnson demanda à être relâché avec une amende ; le magistrat répondit « Oh, je ne peux pas vous relâcher avec une amende dans ces conditions ». Il fut condamné à 12 mois d'emprisonnement avec travaux forcés.

Censure de la correspondance

De même que la suppression des publications IWW, les Ordonnances de Guerre rendirent également illégal d' « inciter, encourager, conseiller ou défendre la violence, l'anarchie et le désordre ou d'exprimer toute intention séditeuse ». Ce qui constituait exactement une « intention séditeuse » était interprété de manière large par l'État et incluait le contenu des correspondances privées.

Les Douanes ainsi que le Département des Postes et du Télégraphe avaient un certain nombre de censeurs au sein de leurs rangs, ce dernier incluant le Sous Chef Censeur William Tanner. Mais c'était l'armée qui dirigeait la censure durant la guerre ? Tanner et d'autres censeurs situés dans tous le pays étaient placés directement sous les ordres du Colonel Charles Gibbon, qui était à la fois Chef Censeur et Chef de l'État Major Général des Forces Armées de Nouvelle Zélande. Les censeurs postaux étaient principalement des responsables de bureaux de poste et travaillaient dans le même bâtiment « pour des raisons de commodité », mais les censeurs agissaient « sous les instructions du censeur militaire. En conséquence, l'intérêt précoce du Département de la Défense pour la surveillance de l'agitation eut des répercussions sur celle écrite à la main.

« Au cours de la dernière guerre » écrivait Tanner : *Il fut considéré nécessaire d'examiner secrètement la correspondance de certaines personnes qui étaient supposées être mécontentes et qui travaillaient à défaire les efforts du gouvernement de la Nouvelle Zélande, visant à tenir ses obligations en regard de la guerre, en défendant [le] ralentissement des cadences ou en incitant à résister à la Loi sur le Service Militaire.*

Ayant reçu l'ordre de « supprimer quoi que ce soit de nature séditeuse ou traîtresse », Tanner croyait que son travail « donnait à la police l'ouverture nécessaire... pour briser les organisations alors qu'elles étaient encore en voie de formation ».

Un de ceux placé sous le regard fixe et attentif de Tanner était l'anarchiste de Wellington Philip Josephs. Après que des lettres à l'anarchiste américaine Emma Goldman aient été postées en octobre 1915, Josephs fut arrêté et « détenu toute la journée « en taule » jusqu'à 4H de l'après-midi » lorsqu'il fut relâché sans être inculpé. Tandis que Josephs était en garde à vue, deux détectives perquisitionnèrent son magasin dans Cuba Street et prirent possession de tous les livres et documents sur l'anarchisme trouvés dans les locaux. Ils répétèrent ensuite leurs recherches dans sa maison de Khandallah.

En plus de stocker une réserve considérable de littérature anarchiste, il apparaît que le magasin de Josephs avait été le local des IWW de Welligton. La police trouva « un certain nombre de carnets de membres non utilisés, des tampons en caoutchouc et autre matériel utilisé en relation avec cette constitution » ainsi que de la correspondance des IWW, des brochures et des papiers.

Un des correspondants était le woobly de Christchurch, Syd Kingsford. Deux rapports de Police montrent qu'il était placé sous surveillance tandis que le chef militaire de la censure, le Colonel Gibbon, s'assurait que sa correspondance était également censurée.

Un autre était J. Sweeny, un manœuvre basé à Blenheim, qui écrivait à Josephs pour commander des journaux anarchistes. Dans une lettre qui n'atteignit jamais sa destination, Sweeny demandait à Josephs de « saluer de sa part les rebelles de l'action directe à Wellington » indiquant par là qu'il y avait encore des wobblies actifs/ves dans la capitale à cette époque. Avec un style typiquement woobly, Sweeney signa sa lettre : « Bien à toi pour l'action directe. Pas de dope politique ».

D'autres lettres censurées écrites par un wobbly d'Auckland, William Bell, donnent une indication du niveau de surveillance mis en place par l'État. « Les clients de prostituées¹⁶ et les maquereaux militaires sont à l'affût de la correspondance d'hommes connus dans notre mouvement » écrivait Bell, qui était en train d'essayer de sécuriser une fausse adresse « dans l'objectif de commander des tracts sans laisser de traces en Nouvelle Zélande ». Était également mentionné dans la lettre de Bell « une rencontre privée de militants proches et triés sur le volet » devant se tenir à sa garçonnière, confirmant que les wobblies d'Auckland étaient encore actifs/ves à la mi-1917, bien que discrètement. Évidemment Bell ne fut pas assez discret. Il fut arrêté et condamné à onze mois d'emprisonnement.

(Durant son audition, Bell provoqua des rires dans la salle du tribunal. Quand le magistrat, se référant à un commentaire dans la lettre de Bell, lui demanda ce qu'était un « escroc malveillant » (snide-sneak), Bell lui répondit « Un homme qui joue double jeu. Nous en avons plein dans le mouvement ouvrier, malheureusement »).

Prises de parole séditeuses

Les Ordonnances de Guerre contre celles et ceux en possession de correspondances séditeuses ciblaient aussi les mots prononcés. « Un orateur enragé » et ancien membre du Comité des IWW de Wellington, Joseph Herbert Jones, fut emprisonné pour sédition en janvier 1917 après avoir pris la parole sur une caisse devant 500 personnes dans la rue Dixon à Wellington. « Je veux que la classe ouvrière dise aux maîtres » déclara Jones, « [que] nous ne voulons pas la guerre. Nous n'irons pas à la guerre ». Durant son apparition au procès Jones lut un poème long et « enflammé » qui reçut des applaudissements des spectateurs/rices dans le tribunal. Le juge n'était pas impressionné et il ne partageait pas non plus les vues de Jones selon lesquelles tout devait être fait pour défendre les intérêts de ses compagnons travailleurs. Il fut condamné à douze mois d'emprisonnement avec travaux forcés.

Un autre radical à être emprisonné pour 12 mois était William Parker, un travailleur portuaire qui déclara à une foule en 1917 que la seule manière de stopper la conscription était la grève générale. En 1919, Parker était de nouveau devant le tribunal, ayant distribué des tracts produits localement qui promouvaient le ralentissement des cadences, le lock-out des oppresseurs et la construction d'une nouvelle société dans la carcasse de l'ancienne. Après avoir amusé la large foule de travailleurs portuaires dans la salle du tribunal en « annihilant verbalement Son Honneur », Parker fut condamné à 12 mois pour « IWWisme » (sédition).

Pour quelques uns au sein du pouvoir, l'emprisonnement des wobblies n'était pas assez. En 1917, le député Vernon Reed demanda au parlement si le Premier Ministre Massey avait considéré les dispositions des amendements au projet de Loi sur les Associations Illégales en Australie, « visant à la destruction des IWW et institutions apparentées et permettant la déportation des indésirables et s'il allait introduire auprès du parlement une mesure ayant des objectifs similaires ? ». En réponse, Massey déclara qu'une telle loi était en train d'être étudiée. Le résultat final fut la Loi d'exclusion des Immigrants Indésirables de 1919, dont on parlera plus avant par la suite.

Les wobblies qui n'étaient pas encore emprisonnés étaient gardées sous étroite surveillance durant les dernières années de la guerre. En octobre 1918, le Département de la Défense avait ses yeux braqués sur Nita alias Lila Freeman, une femme wobbly active à Wellington. Une correspondance de « nature séditeuse et anti-conscription » entre Nita et un compagnon travailleur nommé « Don » fut découverte par le censeur militaire, ce qui entraîna une surveillance approfondie. « Don » avait donné des cours sur l'économie politique et le socialisme à Blackball, et il était espéré que l'établissement de leurs identités mènerait à des arrestations : « en toute probabilité la femme sera arrêtée sous une accusation à une date proche » notait le dossier.

¹⁶ « The Johns », traduction littérale, on ne saisit pas très bien qui est ainsi désigné, vraisemblablement les censeurs.

Bien qu'il apparaisse que Nita Freeman ne fut jamais arrêtée, à la fin de la guerre 287 personnes avaient été inculpées de sédition ou de déloyauté – 208 furent condamnées et 71 envoyées en prison. Que beaucoup de wobblies aient été parmi les arrêtés est difficilement surprenant, considérant leur opposition radicale au militarisme et leurs tactiques d'action directe.

Surveillance dans l'après guerre

Malgré la cessation des hostilités en Europe, la surveillance des IWW ne cessa pas avec la Première Guerre Mondiale. L'agitation industrielle et la révolution sociale immédiatement après la fin de la guerre fut une préoccupation profondément enracinée pour le gouvernement de Nouvelle Zélande. La révolution bolchevique de 1917, couplée avec l'agitation autour du globe en 1918-1919, était vue comme une source potentielle d'un accroissement de l'activité révolutionnaire en Nouvelle Zélande. Le bolchevisme allait maintenant entrer en compétition avec les IWW en ce qui concerne la surveillance d'État et pour le titre de bouc émissaire favori de Nouvelle Zélande.

De même que des bouleversements internationaux comme des soldats mutinés, des grèves de la police et la chute de plusieurs régimes, le coût de la vie et le retour de soldats insatisfaits étaient aussi vus comme des catalyseurs pour des troubles majeurs. Le gouvernement passa un éventail de lois anti-armes à feu et observa de près la rhétorique de partis politiques comme le Parti Travailleuse de Nouvelle Zélande et le Parti Communiste de Nouvelle Zélande.

L'État surveilla également la seconde vague d'organisations syndicalistes, comme l'Alliance du Travail et le Conseil pour Un Grand Syndicat. Formé en 1919 pour promouvoir la solidarité de classe entre les travailleurs portuaires, les marins, les mineurs et les cheminots, l'Alliance du Travail fut décriée par le gouvernement de la Réforme comme étant rien de moins que les IWW déguisés. Effectivement leur promotion de l'action directe et leur rejet de la politique parlementaire les vit s'aligner avec les IWW, amenant la Fédération des Employeurs à se lamenter sur « la tendance sans loi de la part des extrêmes du mouvement ouvrier ». À la fin toutefois, l'Alliance échoua à vivre en accord avec sa rhétorique révolutionnaire.

À Auckland, des wobblies comme Bill Murdoch, George Phillips et Leo Woods aidèrent à former le Conseil pour Un Grand Syndicat. Leo Woods était assis sur le comité de grève de Thames durant la Grande Grève de 1913, et en 1917 il fut jeté dans ce qu'il appelait « un des camps de concentration de Massey, le camp pénitentiaire de Kiangaroa » pour 18 mois. Après sa libération, Woods devint le secrétaire à la littérature du Conseil pour Un Grand Syndicat et il fut délégué pour faire passer en contrebande de la littérature interdite depuis Sydney. Il continua pour co-fonder le Parti Communiste en 1921. Le secrétaire du Conseil était l'ancien secrétaire du temps de la guerre des IWW d'Auckland, George Phillips, qui, comme Woods, avait été emprisonné pour avoir refusé de subir la conscription.

Pour ceux au pouvoir, qui surveillaient ces développements, la possibilité d'une grève générale semblait imminente. Les conflits industriels enregistrés étaient grimés de 8 en 1915 à 75 en 1921. En conséquence, le Premier Ministre Massey pressa son fidèle parti de « garantir aux honnêtes hommes le fait d'endiguer la marée d'anarchie et de bolchevisme ». Cette marée radicale, se plaignait Massey, « est pire que la folie... l'affaire doit être prise en mains et stoppée ».

La chasse aux rouges de Massey avait un soutien significatif provenant d'un certain nombre d'alliés très influents. L'Association Politique Protestante, mené par le véhément Révérend Howard Elliot, faisait vœu de s'opposer « au bolchevisme et à l'IWWisme dans toutes leur façons et formes ». Également active était la Ligue du bien-être de Nouvelle Zélande, formée en 1919 dans le but express de contenir les activités du mouvement ouvrier révolutionnaire, les doctrines des IWW et le bolchevisme. L'active campagne de presse de la Ligue comprenait des articles sur les IWW et leurs attitudes « criminelles » envers le travail, les droits à la propriété et l'autorité de l'État.

La peur des rouges déchaînée par les intérêts conservateurs permit à l'État d'étendre son étreinte de temps de guerre au temps de paix. Tanner fut prolongé comme censeur en juillet 1919 par le Ministre de la

Défense Allen qui écrivit à Massey qu' « une bonne quantité d'informations de valeur arrive au gouvernement à travers le moyen de la censure et que c'était une sage idée de ne pas perdre cette information ». Les Ordonnances de Guerre qui avaient créé le boulot de Tanner furent également étendues par la Loi de Continuation des Ordonnances de Guerre de 1920 (qui ne fut pas abrogée avant 1947).

D'autres formes de surveillance continuèrent rapidement. Dans son histoire de la police de Nouvelle Zélande, Graham Dunstall note qu'en janvier 1919, le commissaire de police John O'Donovan envoya un rapport confidentiel aux officiers de toute la Nouvelle Zélande : « *Voyant que de considérables troubles industriels et autres sont rapportés depuis d'autres pays et qu'ils peuvent s'étendre à ce dominion, il est nécessaire que des précautions spéciales soient prises pour rester en contact avec les mouvements et actions de personnes de tendances révolutionnaires qui sont déjà ici ou qui pourraient arriver* ».

Les rencontres de radicaux continuèrent à être surveillés par la police et des rapports bimensuels furent envoyés aux quartiers généraux de la police. Des inspecteurs dans chaque district systématisaient ce travail en compilant des listes d'individus qui avaient des « idées socialistes révolutionnaires extrêmes ou des idées IWW ».

Un wobbly à être attrapé dans ce filet d'après guerre fut Henry Murphy, un manoeuvre australien basé à Auckland. En avril 1919, Murphy écrivit à un compagnon travailleur en Australie que des déserteurs étaient arrêtés chaque jour ; des détectives « régnaient » sur les passagers arrivant par bateaux ; et que deux wobblies, « Nugget et Scrotty » avaient été « refoulés ». La lettre fut interceptée par un censeur et remise à la police. « Murphy paraît être un dangereux personnage du type IWW » nota le censeur. « Il est un admirateur des bolcheviques et il dérive progressivement vers l'anarchie, la révolution et l'outrage... sa haine du travail est un des traits du caractère des IWW ». Murphy fut traîné devant le tribunal pour ne pas s'être fait recensé comme réserviste en application de la Loi sur le Service militaire. Là bas il déclara que « les antimilitaristes ont fait plus pour la démocratie que tous les soldats qui sont allés en Europe ». Il fut condamné à 14 jours de travaux forcés et devait être déporté du fait des Ordonnances de Guerre, mais au lieu de cela il accepta de quitter la Nouvelle Zélande volontairement.

Déportation des « indésirables »

La déportation volontaire de Murphy annonçait un changement de loi conçu pour étendre la prise de l'État sur le radicalisme. En novembre de cette année là, la Loi d'exclusion des Immigrants Indésirables fut adoptée. Cette loi donnait au procureur général le pouvoir discrétionnaire de déporter quiconque été jugé « mécontent ou déloyal, ou d'un caractère tel que sa présence serait dommageable à la paix, l'ordre et le bon gouvernement » de Nouvelle Zélande. Il pouvait également empêcher quiconque de mettre un pied à terre dans le pays, ce qui signifiait que les douanes et la police cimentaient encore plus leurs responsabilités de temps de guerre en ce qui concerne la surveillance des ports.

Cependant, le Département de la Défense fut maintenu au courant en recevant des copies de chaque certificat d'identité d'étrangers. L'armée pouvait alors comparer ses certificats avec sa propre liste noire « d'agents révolutionnaires et d'indésirables ».

D'après Massey, la Loi d'exclusion des Immigrants Indésirables devait être utilisée contre celles et ceux qui « étaient en faveur du bolchevisme et de l'IWWisme ». Elle fut bientôt mise en application. Deux wobblies nommés Nolan et McIntyre furent empêchés de débarquer en Nouvelle Zélande et promptement renvoyés à Sydney – leurs billets payés par le gouvernement. Mais un wobbly qui n'allait pas s'en tirer tranquillement était le marin australien et ancien conscrit Noel Lyons.

En mai 1925, des marins à bord du bateau à vapeur « Manuka » refusèrent de quitter Wellington tant que leur nourriture n'était pas améliorée. Toutefois, comme la Compagnie Union Steamship le déclara clairement aux journalistes, la question réelle était « la tentative délibérée d'instituer le contrôle à

l'embauche¹⁷ » via le ralentissement des cadences. Utilisant comme prétexte le fait que de la littérature et des affiches IWW avaient été trouvées à bord du navire, Lyons fut soumis à la Loi d'exclusion des Immigrants Indésirables et il lui fut donné 28 jours pour quitter la Nouvelle Zélande. Au lieu de cela, Lyons et l'équipage quittèrent le navire, qui était à destination de Sydney, en chantant « Solidarity for ever » (une chanson des IWW – note du CATS) et décidèrent de tenir un meeting au Communist Hall.

300 personnes s'assemblèrent dans le Hall de Manners Street pour entendre Lyons parler de « la grève du jambon et des œufs ». « J'ai été décrit comme un agitateur payé » argumenta Lyons, « mais c'est un fait bien connu que tous ceux qui prennent une part active dans la tentative d'améliorer les conditions du travailleurs... développent des moustaches durant la nuit et apparaissent comme des bolcheviques ». Malgré des motions de protestations de la part de nombreux syndicats, Lyons fut emprisonné pour deux semaines avant d'être renvoyé en bateau en Australie. À son arrivée Lyons fit l'essentiel de ce que le *NZ Truth* appela « le nouveau spasme des IWW », organisant des meetings de masse et revivifiant les IWW de Sydney.

La déportation de Lyons souligne comment les autorités piochaient et choisissaient lorsque quelqu'un devait être considéré comme néo-zélandaisE, sujet britannique ou immigrantE étrangerE. La loyauté du gouvernement de Réforme envers l'Empire et son action pour rendre le monde « sûr pour la démocratie » ne semblait pas être en contradiction avec la déportation de sujets britanniques. « La Nouvelle Zélande est plus conservatrice que l'Angleterre » notait Lyons à son arrivée à Sydney. « Ils me regardaient comme un étranger... C'est vraiment trop drôle. Quand j'étais en route pour la France en tant que soldat australien, ils ne disaient pas que j'étais indésirable... Mais maintenant, quand je mène quelque peu un combat pour l'humanité, ils m'expulsent du pays ».

Conclusion

Noel Lyons ne fut pas le seul radical à être déporté dans les années d'après guerre et il ne fut pas non plus le premier. Mais son cas est significatif de la surveillance systématique mise en place après la Première Guerre Mondiale et de l'attitude du gouvernement de Nouvelle Zélande envers les IWW. Bien que ce traitement pâlisse si on le compare avec la violence et les déportations de masse infligées aux IWW américainEs, les gouvernements de Coalition nationale et de la Réforme se sentirent clairement menacés. Des tactiques telles que la lutte des classes et la révolution par en bas, le mépris de la loi, le ralentissement des cadences et l'indifférence montrée envers l'éthique du travail mettaient en question les relations sociales dont le capitalisme et l'État avaient besoin pour fonctionner. En conséquence, les Départements de la défense, de la police et des douanes, ainsi que des douzaines de lois, furent utilisés pour s'assurer que les IWW ne regagnent jamais leur force d'avant guerre.

Bien sûr les IWW ne formaient qu'une petite partie du radicalisme au sein de la classe ouvrière de cette époque et le label IWW était agité assez hystériquement. Cela rend l'identification des wobblies durant la guerre encore plus difficile. Cependant les actions des IWW durant les années 1915-1925, et la réaction de l'État envers celles-ci, indiquent un héritage discernable du radicalisme des IWW en Nouvelle Zélande – un héritage qui allait bien au-delà de la Grande Grève de 1913. Alors qu'il est dur de mesurer leur influence précise sur le mouvement ouvrier local, j'espère que les exemples exposés auparavant aident à questionner ce que Kerry Taylor a appelé la « nécrologie prématurée » des IWW et du syndicalisme révolutionnaire en Nouvelle Zélande.

SOURCES

Rapports des Archives de Nouvelle Zélande – Département de l'Armée, Département des Douanes, Département des Postes et du Télégraphe, Département des Affaires Intérieures, Gazettes de la Police, rapports de l'ancienne Police, papiers de Sir James Allen, Département du Premier ministre.
Archives de la Bibliothèque Alexander Turnbull – Collection Bert Roth, Papers Past
Débats parlementaires de Nouvelle Zélande

¹⁷ Pratique syndicale consistant à n'accepter dans les équipes de travail que l'embauche de syndiquéEs.

New Zealand Gazette

Annuaire officiels de Nouvelle Zélande

Burgmann, Verity, *Revolutionary Industrial Unionism – the Industrial Workers of the World in Australia*, Melbourne, 1995

Davidson, Jared, *Remains to Be Seen: Tracing Joe Hill's Ashes in New Zealand*, Rebel Press, 2011

Davidson, Jared, *Sewing Freedom: Philip Josephs, Transnationalism & Early New Zealand Anarchism*, AK Press, 2013

Derby, Mark, « Towards a Transnational Study of New Zealand Links with the Wobblies »

Dunstall, Graeme, *Policeman's Paradise? Policing a Stable Society, 1917-1945*, Dunmore Press, 1999

Eldred-Grigg, Stevan, *The Great Wrong War: New Zealand Society in WWI*, Random House New Zealand, 2010

Gustafson, Barry, *Labour's Path to Political Independence: Origins and Establishment of the New Zealand Labour Party, 1900-19*, Auckland University Press, 1980

Hill, Richard, *The Iron Hand in the Velvet Glove: The modernisation of policing in New Zealand 1886-1917*, Dunmore Press, 1996

Moriarty-Patten, Stuart, « A World to Win, a Hell to Lose: The Industrial Workers of the World in Early Twentieth Century New Zealand, », Thèse, Massey University, 2012

Olssen, Erik, *The Red Feds – revolutionary industrial unionism and the NZ Federation of Labour 1908-1913*, Auckland 1988

Roth, Herbert, *Trade Unions in New Zealand: Past and Present*, A. H. and A. W. Reed, 1973

Publié originellement avec des images sur le site www.garagecollective.blogspot.com